

a

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session**  
Rome, 8-9 septembre 2004

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

AU

**BELIZE, COSTA RICA, SALVADOR, GUATEMALA, HONDURAS, NICARAGUA ET  
PANAMA**

POUR

**L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE (RUTA) – PHASE VI**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>ii</b>
<b>I. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>1</b>
<b>II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA</b>	<b>2</b>
<b>III. LE PROGRAMME PROPOSÉ</b>	<b>2</b>
<b>IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS</b>	<b>2</b>
<b>V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION</b>	<b>4</b>
<b>VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME</b>	<b>4</b>
<b>VII. RECOMMANDATION</b>	<b>5</b>
 <b>APPENDICE</b>	
 <b>RUTA PHASE VI – LOGICAL FRAMEWORK (RUTA PHASE VI – CADRE LOGIQUE)</b>	 <b>1</b>

**SIGLES ET ACRONYMES**

BID	Banque interaméricaine de développement
CAC	Conseil des ministres centraméricains de l'agriculture et de l'élevage
CCAD	Commission centraméricaine pour l'environnement et le développement
DAT	Don d'assistance technique
DFID	Department for international development (Royaume-Uni)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherches sur les politiques alimentaires
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE**  
**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU**  
**BELIZE, AU COSTA RICA, AU SALVADOR, AU GUATEMALA, AU HONDURAS, AU**  
**NICARAGUA ET AU PANAMA**  
**POUR L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE (RUTA) – PHASE VI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique (DAT) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama pour financer la phase VI du programme de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), d'un montant de 1 230 000 USD pour trois ans.

**I. GÉNÉRALITÉS**

1. La sous-région de l'Amérique centrale est très pauvre. Sa population rurale pauvre représente environ 60% de sa population rurale totale et deux tiers de l'ensemble de sa population pauvre. Il lui sera très difficile d'atteindre l'objectif de développement du Millénaire consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 la pauvreté extrême. Cette pauvreté généralisée a entraîné d'importants mouvements migratoires, une détérioration de l'environnement et de grandes inégalités. Les politiques de développement appliquées par les cinq pays d'Amérique centrale, le Belize et le Panama sont très différentes les unes des autres et, dans certains cas, elles ont permis d'obtenir de bons résultats en matière de lutte contre la pauvreté, si bien qu'on peut envisager d'introduire de nouvelles solutions en améliorant les politiques et en accroissant l'efficacité de l'exécution des projets. Depuis une vingtaine d'années, diverses organisations de coopération internationales et bilatérales, dont le FIDA, ont apporté aux gouvernements de ces pays une aide afin de définir des politiques et instruments appropriés pour réduire la pauvreté.

2. Le FIDA opère en Amérique centrale depuis 1980. Comme les prêts à cette sous-région représentent près de 40% de son portefeuille de prêts à la région Amérique latine et Caraïbes, il doit disposer d'importantes capacités d'assistance technique pour aider les gouvernements à formuler des politiques et programmes de développement rural favorables aux pauvres.

3. L'Unité régionale d'assistance technique est opérationnelle depuis 1982; elle est le fruit d'un effort commun, sans équivalent ailleurs, des cinq pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), du Belize et du Panama et de sept organismes de coopération<sup>1</sup>. Elle a été conçue comme pour permettre à tous ces partenaires de s'entraider pour promouvoir le développement rural et réduire la pauvreté.

**II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA**

4. En mai 2000, à sa soixante-neuvième session, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé une nouvelle phase de quatre ans pour la RUTA (phase V). Durant cette phase, la RUTA s'est

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Banque interaméricaine de développement (BID), Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Department for International Development (DFID) (Royaume-Uni), Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et FIDA.

intéressée en priorité aux questions d'intérêt régional et national au niveau de l'analyse des politiques et à l'appui à l'exécution des projets. L'évaluation de cette phase, faite en mai-juin 2003, a débouché sur la recommandation de reconduire la RUTA en tant que programme, étant donné que les gouvernements des pays intéressés et les organismes partenaires considèrent que c'est un mécanisme efficace pour le développement rural, agricole et environnemental de la région. Cette recommandation doit être examinée en tenant compte de la situation actuelle de l'Amérique centrale, c'est-à-dire du fait qu'il y a eu au cours de la dernière décennie d'importants écarts entre les pays de la sous-région en termes de niveau de développement et que le Nicaragua et le Honduras ont été inscrits sur la liste des pays pauvres très endettés. La RUTA reste donc un mécanisme utile et il y a toujours une demande pour le genre de services qu'elle offre.

5. En tant que programme multipays et interinstitutionnel, la RUTA est une bonne solution car les cinq pays d'Amérique centrale, le Belize et le Panama cherchent à améliorer la coordination de leurs politiques au niveau sous-régional. Elle a été conçue pour employer au mieux les ressources toujours limitées mises à la disposition de la sous-région par les institutions internationales et les donateurs bilatéraux pour financer son développement rural et agricole. Quatre domaines thématiques ont été considérés comme pertinents à cet égard: i) lutte contre la pauvreté rurale et gestion des ressources naturelles; ii) commerce international, commercialisation et agro-industrie; iii) production agricole durable; et iv) institutions rurales. On a en outre défini trois thèmes horizontaux: i) amélioration de la condition de la femme, ii) protection des peuples autochtones et iii) réduction de la vulnérabilité.

### III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

6. **Buts et objectifs.** L'objectif général de la RUTA pour la sixième phase, tel qu'il est énoncé dans le *Document de projet interinstitutions*, est de contribuer à l'élimination de la pauvreté rurale et à la promotion d'un développement rural durable dans la sous-région de l'Amérique centrale (y compris le Belize et le Panama). Durant cette phase, la RUTA entend aider les institutions publiques et privées de la région et des pays concernés à renforcer leurs capacités de formuler des politiques, stratégies, programmes et projets à l'appui de l'objectif général du programme.

7. La stratégie du FIDA dans le cadre de la RUTA se fonde sur le *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006* et sur la stratégie régionale Amérique latine et Caraïbes. Dans la sous-région, le FIDA a cherché avant tout à engager une concertation constructive avec chacun des pays concernés, afin de faire inclure la lutte contre la pauvreté rurale dans les programmes nationaux et régionaux. Le fait de participer à la RUTA permet au FIDA d'avoir une plus grande influence sur les politiques et les projets en: i) établissant une relation de travail interinstitutions efficace à l'échelon sous-régional, afin de promouvoir ses priorités en matière d'éradication de la pauvreté et de développement rural par l'amélioration des politiques, programmes et projets mis en œuvre dans les pays membres; ii) aidant les institutions régionales et nationales à engager une concertation sur des thèmes en rapport avec son programme dans la sous-région; iii) fournissant aux institutions nationales d'exécution et aux projets nationaux en cours une assistance technique pour accroître leur efficacité; et iv) améliorant sa base de connaissances grâce à un accès à des données à jour sur la pauvreté dans chacun des pays concernés et sur leurs politiques de développement rural.

### IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

8. La RUTA a des clients au niveau régional, national et local, ces derniers étant pour la plupart des projets locaux de développement rural. Pour promouvoir des politiques, programmes et projets correspondant aux domaines de compétences du FIDA, elle fournit une assistance technique aux gouvernements et offre des formations sous forme de stages ou de cours.

9. Les ruraux pauvres sont les bénéficiaires ultimes des efforts de développement rural faits par les gouvernements et les organisations internationales qui participent à la RUTA. Toutefois, la RUTA ne travaille en général pas directement avec eux, car ses prestations s'adressent principalement aux ministères, aux organisations internationales, aux unités d'exécution des projets et aux organisations qui représentent la population rurale.

10. Les résultats escomptés de la phase VI de la RUTA sont les suivants:

- **aide pour l'analyse des politiques régionales.** Cette aide renforcera les capacités des institutions régionales, en particulier le Conseil des ministres centraméricains de l'agriculture et de l'élevage (CAC) et la Commission centraméricaine pour l'environnement et le développement (CCAD), de formuler et d'exécuter des politiques, stratégies, programmes et projets en faveur des pauvres;
- **aide pour l'analyse des politiques nationales.** Renforcement des capacités des institutions et des organismes partenaires en matière de formulation et d'exécution de politiques, stratégies, programmes et projets de développement rural;
- **base pour la gestion des connaissances et de la formation.** Les gouvernements et les organismes partenaires pourront s'appuyer sur la RUTA pour la gestion des connaissances et la formation et pour la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques, stratégies, programmes et projets de développement rural; et
- **amélioration de la gestion interne.** Renforcement de l'encadrement pour accroître l'efficacité des projets, exploiter les synergies interinstitutions et mobiliser des ressources de façon plus souple.

11. Les stratégies et mesures appliquées dans un cadre axé sur des résultats ont pour but de renforcer les capacités régionales et nationales d'analyse des politiques, en s'appuyant sur les synergies interinstitutions et sur l'avantage comparatif du programme.

12. **La RUTA en tant que présence sur le terrain.** La RUTA continuera de fonctionner sous la forme d'une initiative régionale de présence sur le terrain afin de recueillir des données d'expérience et de structurer et d'appliquer les meilleures pratiques de gestion des projets et de les mettre à la disposition de tous les projets financés par le FIDA dans la région.

13. **La RUTA en tant que forum.** La RUTA joue un rôle important en tant que forum régional et interinstitutions. À cet effet, elle: i) suit de près les questions liées à l'évolution du programme politique régional en coordination avec le CAC et le CCAD; ii) centralise et diffuse l'information sur les stratégies, politiques et programmes des organismes partenaires dans la région; iii) coordonne son action avec celle des organismes partenaires, par l'intermédiaire de leurs représentants sur place et des mécanismes existants; iv) prend de plus en plus d'initiatives pour promouvoir l'échange d'idées et d'analyse des stratégies et politiques relevant de sa mission; et v) associe la société civile à ses activités.

14. **Renforcement des capacités d'innovation du FIDA et amélioration de la gestion des connaissances.** Les activités et les résultats seront les suivants: a) renforcement d'un réseau reliant le programme régional de la RUTA et les autres programmes régionaux de façon à fournir aux projets nationaux une assistance technique mieux coordonnée, ciblée et plus spécialisée; b) diffusion de connaissances au sujet d'approches novatrices, partage du savoir au sein du FIDA et avec les partenaires, concertation avec les autorités et création d'une base de données relative aux projets du FIDA clos qui continuent de fonctionner.

15. **Continuité.** La continuité de la RUTA est directement liée au besoin exprimé par les gouvernements d'Amérique centrale qui souhaitent disposer d'un appui pour améliorer la formulation de leurs politiques en faveur des pauvres et pour employer au mieux les ressources financières et humaines affectées à leurs programmes de développement dans les zones rurales. Le renforcement des capacités nationales et régionales des pouvoirs publics, des organisations privées et des organisations rurales devrait accroître l'autonomie de la RUTA et permettre de formuler un programme régional intégrant une réorientation des politiques visant à éliminer la pauvreté rurale en agissant sur plusieurs fronts: formation, assistance technique, création de réseaux et gestion des connaissances.

#### V. DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION

16. Durant la phase VI de la RUTA, la Banque mondiale restera l'agent d'exécution, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour l'administration des ressources financières. Un comité de pilotage auquel tous les partenaires sont représentés définira les lignes directrices globales du programme et approuvera les plans de travail biennaux.

17. Le processus de sélection du directeur de programme et sa place dans l'organigramme ont été modifiés. Le directeur sera recruté dans le cadre d'une procédure ouverte. Il sera placé sous l'autorité du comité de pilotage et sa rémunération sera partagée à parts égales entre le FIDA, le DFID et la Banque mondiale.

#### VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

18. Le coût estimatif de la nouvelle phase triennale est d'environ 9,07 millions de USD. Ce coût sera pris en charge par les cinq pays d'Amérique centrale, le Belize et le Panama et par les sept organismes partenaires. Le don proposé du FIDA, d'un montant de 1 230 000 USD, correspond à quelque 13,6% de ce total. Comme durant les précédentes phases de la RUTA, le FIDA prendra en charge la rémunération des consultants engagés sur des périodes plus ou moins longues pour fournir une assistance technique, enseigner, réaliser des études et produire des publications à l'intention des différents clients de la RUTA.

**Tableau préliminaire des coûts ventilés par source de financement et par catégorie de coûts  
(en milliers de USD)**

Catégorie de coût	FIDA	Banque mondiale	DFID	FAO	IFPRI	IICA	Gouvernement	BID	TOTAL
Fonctionnaires permanents et consultants à long terme	595	2449	1040	537	537	325	-	88	5568
Consultants à court terme	235	-	210	-	-	-	-	-	445
Formation	177	-	228	-	-	-	-	-	405
Voyages	118	240	150	30	75	30	-	-	643
Dépenses opérationnelles (personnel régional)	63	171	86	1	1	-	-	-	323
Personnel national	-	-	-	-	-	-	1116	-	1116
Dépenses opérationnelles (personnel national)	-	-	-	-	-	-	441	-	441
Coûts administratifs *	42	34	45	3	3	-	-	-	127
<b>Total</b>	<b>1230</b>	<b>2894</b>	<b>1759</b>	<b>570</b>	<b>615</b>	<b>355</b>	<b>1558</b>	<b>88</b>	<b>9069</b>

\* Rémunération de l'agent qui s'occupe de l'administration du programme (UNOPS).



## VII. RECOMMANDATION

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que, dans le but de cofinancer l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) – phase VI, sur trois ans à partir de septembre 2004, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million deux cent trente mille dollars des États-Unis (1 230 000 USD) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



## RUTA PHASE VI - LOGICAL FRAMEWORK

Objectives	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p><b>Development Objective</b> RUTA member countries achieve sustainable poverty eradication impact with broad and equitable rural development policies, strategies, programmes and projects</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Selected MDGs</li> <li>• UNDP Human Development Index (HDI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• United Nations (UN) reports</li> <li>• National statistics</li> <li>• International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) reports</li> <li>• UN-HDI reports</li> </ul>	
<p><b>Project Objective</b> Regional and national public and private institutions incorporate RUTA-catalysed quality improvements and change processes in the implementation of pro-poor policies, strategies, programmes and projects (PSPP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number and kind of pro-poor references in regional and national policies and strategies incorporated (*)</li> <li>• Resources for pro-poor programmes and projects in Central America increased.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National statistics</li> <li>• CAC data</li> <li>• Reports of RUTA national technical unit in member countries</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comparative advantages of the inter-agency set-up recognized by regional bodies and national rural development institutions</li> </ul>
<p><b>Output 1</b> Regional public policy bodies (CAC, CCAD) are strengthened to develop and harmonize <i>regional</i> policies, strategies, programmes and projects on poverty reduction</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Common rural poverty reduction agenda established</li> <li>• Number and kind of regional programmes for environmental services developed (CCAD)</li> <li>• Number of regional investment plans with focus on poverty reduction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reports of CAC, CCAD</li> <li>• Monitoring and evaluation (M&amp;E) reports of RUTA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regional integration continues to be a priority for Central American member states</li> <li>• Partner agencies allocate resources to regional programmes and projects</li> </ul>
<p><b>Output 2</b> <i>National</i> institutions for rural development and RUTA partner agencies have improved their capacities to design, implement and monitor poverty reduction policies, strategies, programmes and projects</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• New rural national pro-poor development policies and strategies elaborated</li> <li>• Number of programmes and projects with adequate pro-poor mechanisms and instruments implemented</li> <li>• Number of programmes and projects with improved poverty M&amp;E systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Government reports</li> <li>• M&amp;E reports of RUTA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuous prioritization of national governments of poverty reduction</li> </ul>

(\*) The pro-poor references correspond to the four relevant thematic areas and three cross-cutting themes of RUTA described under paragraph 5 (rural poverty and natural resource management; trade, marketing and agribusiness; sustainable agricultural production; rural institutions; and gender, indigenous people and vulnerability of livelihoods).

<p><b>Output 3</b> Best practices and innovations (knowledge system and networking) for design, implementation and monitoring of poverty reduction policies, strategies, programmes and projects systematically accessed by governmental and non-governmental institutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Management techniques, methodologies and pro-poor technologies developed and disseminated by RUTA</li> <li>• Number of technicians and staff of RUTA member countries trained.</li> <li>• Number and type of best practices documented.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reports on TAG and training programmes</li> <li>• Documentation of best practices and innovations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indigenous and traditional knowledge recognized for poverty reduction policies, strategies, programmes and projects by governmental and non-governmental institutions</li> </ul>
<p><b>Output 4</b> RUTA management strengthened to continuously produce highest quality inter-agency synergies, mobilize comparative advantages of partners and deliver tailor-made services to its clients</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achievement of planned inter-agency targets</li> <li>• Increased demand for RUTA services by regional public bodies and national institutions of RUTA member states</li> <li>• Number and kind of common activities of RUTA partners</li> <li>• Resource mobilization increased</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Annual report of RUTA</li> <li>• Minutes of Steering Committee</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• RUTA partners development policies in line with IFAD regional strategy for poverty reduction</li> </ul>
<p><b>Main activities:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Implement policy studies and strategic analysis at the regional level</li> <li>• Support regional environmental strategies</li> <li>• Support the formulation and implementation of regional programmes and projects for poverty reduction</li> <li>• Provide technical and management input for national policy reduction strategies, programmes and projects</li> <li>• Provide and disseminate knowledge, best practices and innovations on rural poverty reduction</li> <li>• TAG and training for rural development projects</li> <li>• Develop and implement improved management techniques for RUTA</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Funding of estimated USD 9.07 million available on time</li> </ul>

